Nº 36-28-0001 au catalogue
ISSN 2563-8963

Rapports économiques et sociaux

Développements récents dans l'économie canadienne : printemps 2025

par Guy Gellatly et Carter McCormack

Date de diffusion : le 28 mai 2025

Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre de l'Industrie, 2025

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Développements récents dans l'économie canadienne : printemps 2025

par Guy Gellatly et Carter McCormack

DOI : https://doi.org/10.25318/36280001202500500005-fra

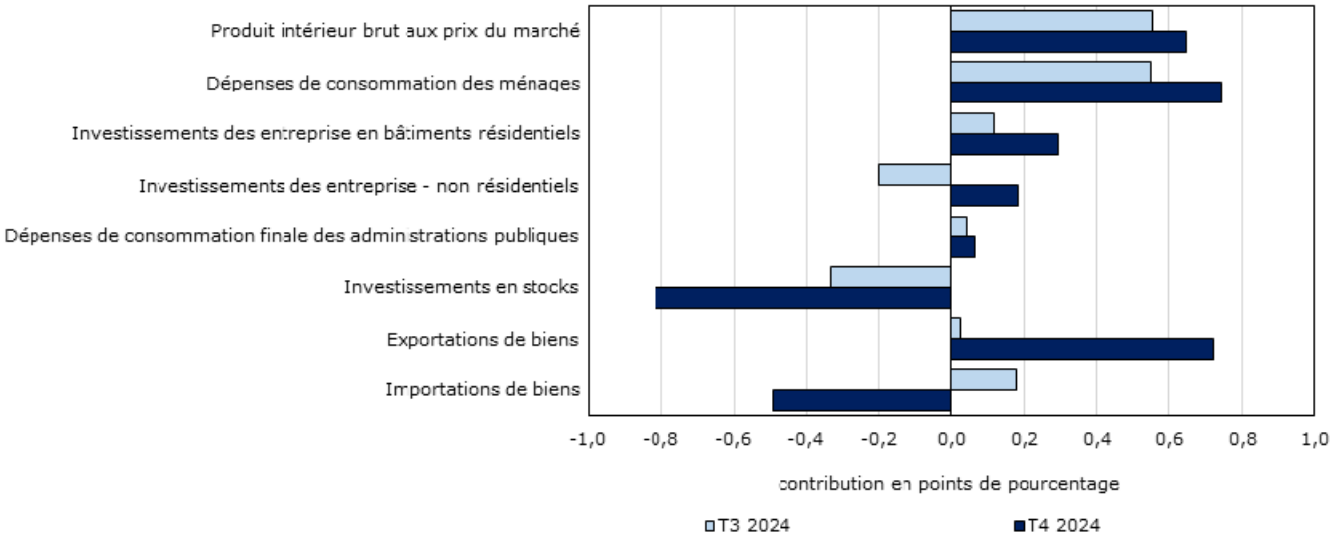
Le présent article offre un résumé intégré des récents changements survenus dans l'économie, mettant en relief les variations observées dans les données économiques à la fin de 2024 et au début de 2025. Il s'intéresse tout particulièrement à la façon dont la conjoncture économique a évolué en cette période où les ménages et les entreprises s'adaptent à l'incertitude persistante entourant la relation commerciale entre le Canada et les États-Unis. Il y est aussi question des tendances à long terme liées à la résilience économique du Canada et à son exposition potentielle à d'importants changements dans les relations économiques canado-américaines. Ce rapport est basé sur des données disponibles publiquement au 9 mai 2025.

Pour obtenir des renseignements à jour concernant la relation entre le Canada et les États-Unis, veuillez consulter la page *Regard sur le Canada et les États-Unis*. De plus, tous les mois, de nouveaux renseignements en lien avec l'évolution des marchés gouvernementaux, commerciaux et financiers, y compris des renseignements détaillés sur les droits de douane et les contre-mesures tarifaires, sont publiés dans les *Nouvelles économiques canadiennes* (Statistique Canada s.d.) Un module de données intégré conçu pour appuyer l'analyse de la situation économique actuelle, comprenant des résumés mensuels de certains indicateurs économiques, est accessible grâce à l'*Outil de suivi de l'économie canadienne* (Statistique Canada, s.d.).

Élan économique plus fort avant le conflit commercial

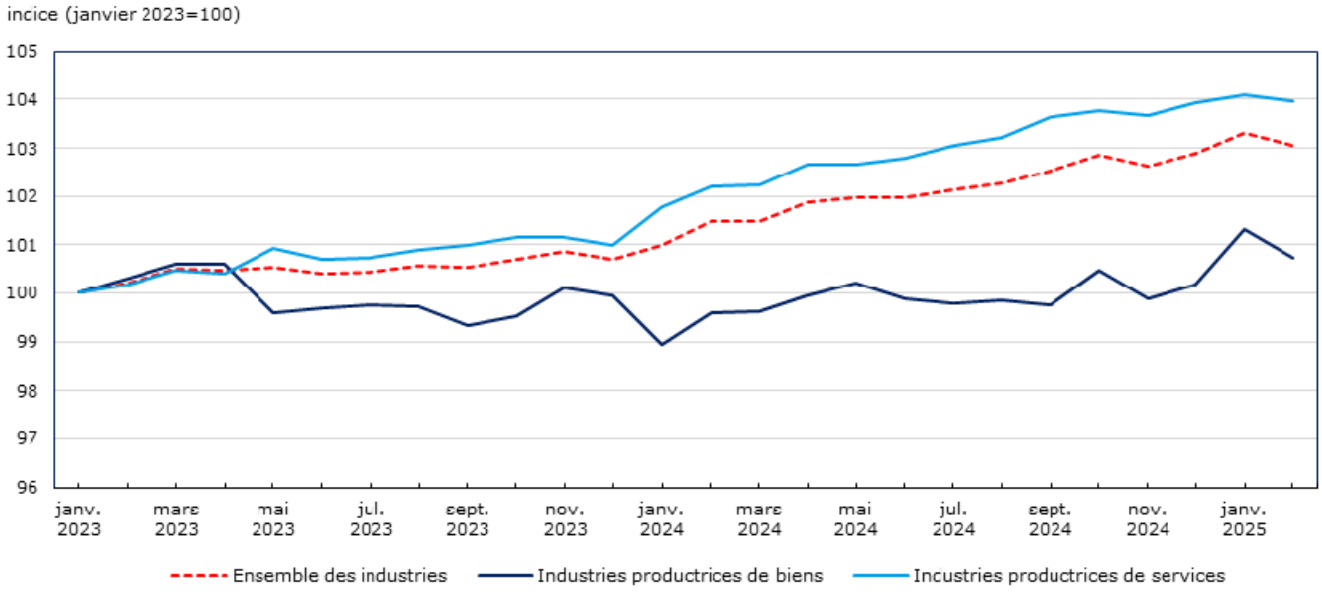
Dans une large mesure, les principales données économiques de la fin 2024 et du début de 2025 signalaient des améliorations modestes de la conjoncture économique avant l'escalade du conflit commercial avec les États-Unis. Durant la deuxième moitié de 2024, l'économie s'est accrue à un rythme constant, et au quatrième trimestre, la composition de cette croissance est devenue plus équilibrée, les dépenses des ménages, les exportations et les investissements des entreprises ayant tous contribué de façon importante à l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel (graphique 1). À la fin de 2024, la demande intérieure finale (+1,4 %), mesure de la consommation totale et de l'activité d'investissement, a affiché son plus haut taux de croissance en plus de trois ans, les dépenses ayant augmenté dans de nombreuses catégories de dépenses et d'actifs. Parallèlement, le PIB réel par habitant a augmenté de 0,2 %, tandis que la productivité du travail des entreprises s'est accrue de 0,6 %, affichant sa plus forte augmentation en quatre trimestres. La production à l'échelle de l'économie a augmenté au cours de cinq des six derniers mois de 2024, puis s'est raffermie en janvier 2025, à la faveur de la hausse de la production de biens (graphique 2). L'augmentation de la production dans les secteurs de la construction et de l'extraction de pétrole et de gaz a soutenu la croissance au cours des derniers mois, tandis que les volumes des ventes au détail ont suivi une tendance à la hausse au cours de la deuxième moitié de 2024. Mesurée d'une année à l'autre, la production à l'échelle de l'économie s'est accrue de 2,3 % en janvier 2025, soit à son rythme le plus rapide en près de deux ans.

Graphique 1
Contributions à la croissance due PIB réel, certaines composantes



Notes : Les données sur le produit intérieur brut sont des taux de croissance trimestriels; toutes les autres données sont des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance trimestriels du PIB réel.
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

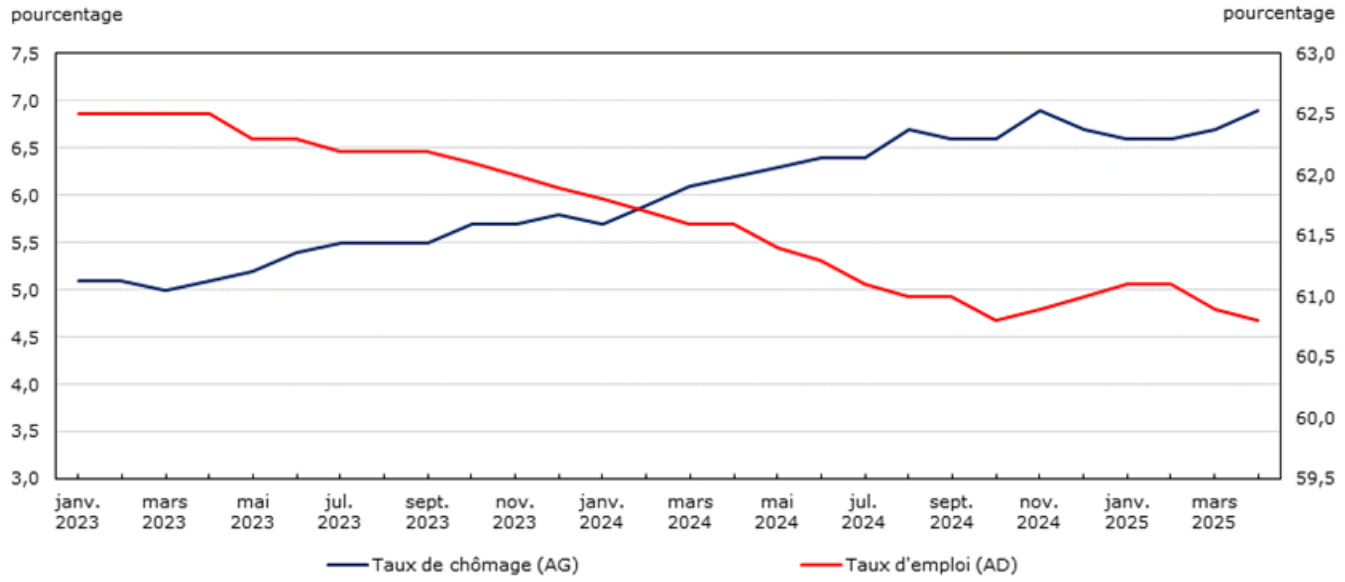
Graphique 2
Produit intérieur brut réel, industriel sélectionnés



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0434-01.

La croissance de l'emploi s'est également redressée au cours des mois précédant l'intensification du conflit commercial. De novembre à janvier, les augmentations cumulatives de l'emploi se sont chiffrées à plus de 210 000, dont plus des deux tiers étaient attribuables à la hausse de l'emploi à temps plein. Le taux d'emploi, soit la proportion de personnes en âge de travailler ayant un emploi, a augmenté de novembre à janvier, après avoir diminué de façon constante pendant une grande partie des deux dernières années (graphique 3).

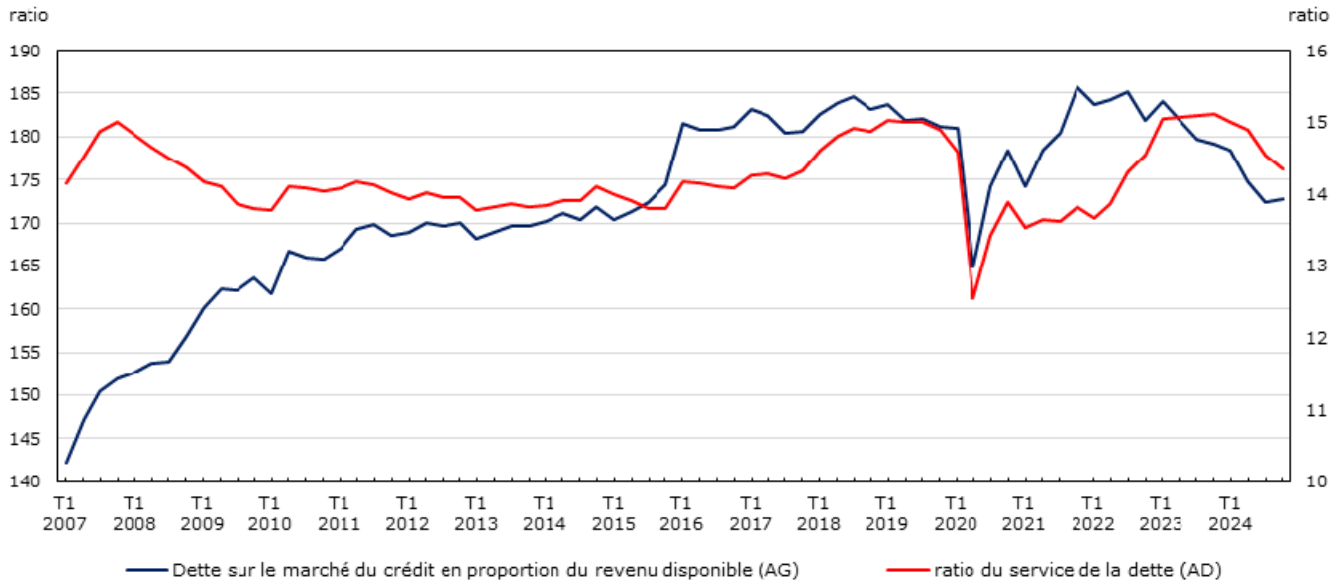
Graphique 3
Taux de chômage et d'emploi, tous âges, Canada



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

Les pressions sur l'abordabilité se sont atténuées, les coûts d'emprunt ayant légèrement diminué alors que les revenus ont continué d'augmenter. À la fin de 2024, le ratio de la dette sur le marché du crédit des ménages par rapport au revenu disponible était nettement inférieur à ce qu'il était en 2023, tandis que le ratio du service de la dette des ménages a atteint son plus faible niveau en sept trimestres (graphique 4). La croissance stable du revenu dans le secteur des ménages a apporté un certain soulagement face à la hausse du coût élevé de la vie, alors que la croissance des prix des aliments et des frais de logement a continué de ralentir. La croissance du revenu a été générale, et les ménages à revenu moyen ont enregistré des hausses marquées de leur revenu au cours de la dernière année.

Graphique 4
Indicateurs d'endettement des ménages



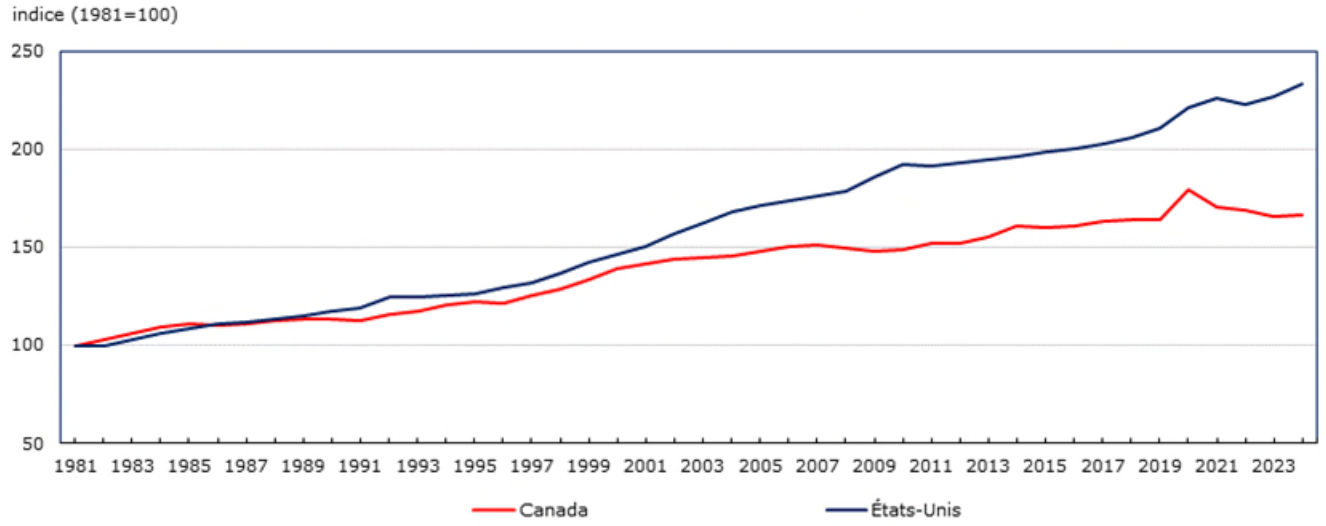
Notes : AD signifie axe de gauche et AD signifie axe de droite. Les estimations de la dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible sont corrigées des variations saisonnières; les estimations de la dette en proportion des actifs totaux ne sont pas corrigées des variations saisonnières.
Sources : Statistique Canada, tableaux 38-10-0238-01 et 11-10-0065-01.

Des défis mis en relief par les tendances à long terme

Alors que les changements susmentionnés signalaient des développements positifs jusqu'à ce que le conflit commercial ne s'aggrave, les tendances à long terme en matière de productivité, de compétitivité et d'abordabilité persistent et mettent en relief les défis majeurs que présente cette période de perturbation et d'ajustement pour les Canadiens. Ces tendances ont des répercussions potentielles sur la capacité des entreprises et des ménages à résister aux pressions économiques découlant d'un réalignement du commerce et de l'investissement entre le Canada et les États-Unis. La faible performance du Canada en matière de productivité se traduit par un désavantage concurrentiel qui peut peser sur le niveau de vie relatif à long terme[1]. Depuis le début des années 2000, la croissance annuelle de la productivité du travail au sein des entreprises canadiennes a été inférieure à la moitié de celle observée aux États-Unis, écart qui a continué de s'élargir depuis la pandémie (graphique 5). Malgré l'augmentation observée à la fin de 2024, le PIB réel par habitant du Canada est demeuré inférieur à son niveau prépandémique, tandis que les investissements des entreprises non résidentielles, moteur important de la croissance de la productivité à long terme, étaient près de 9 % inférieurs à leur niveau de référence d'avant la COVID-19 selon leur mesure par habitant (graphique 6).

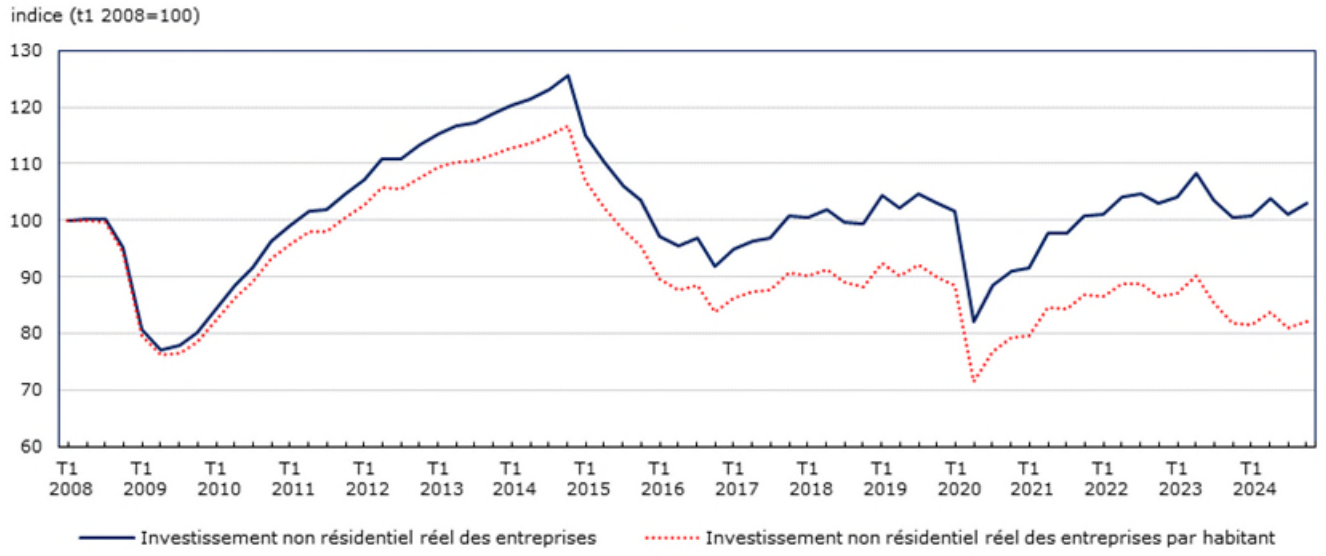
1. Pour obtenir des renseignements contextuels sur le rendement du Canada en matière de productivité, voir De la recherche aux connaissances : défis et occasions en matière d'innovation, d'adoption de technologies et de productivité.

Graphique 5
Productivité du travail dans le secteur des entreprises, Canada et États-Unis



Source : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

Graphique 6
Investissement non résidentiel réel des entreprises



Note : L'investissement non résidentiel des entreprises comprend les dépenses des entreprises en structures, machines et équipements non résidentiels.
Sources : Statistique Canada, tableaux 36-10-0104-01 et 17-10-0009-01.

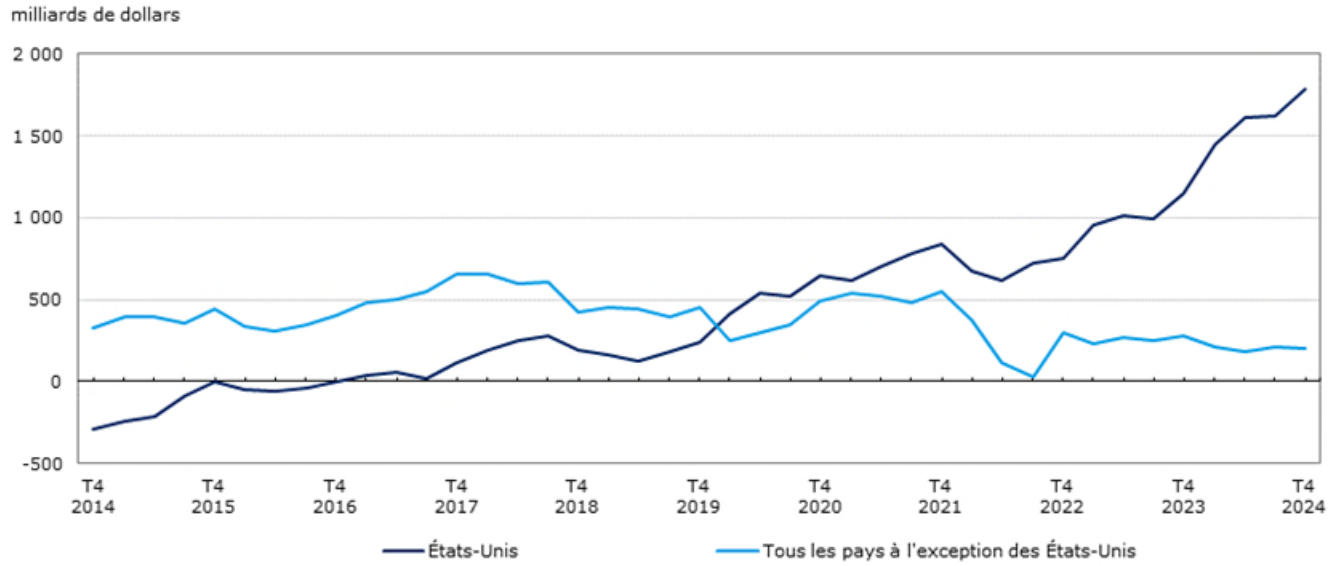
De faibles niveaux d'investissement et une croissance lente de la productivité ont une incidence directe sur la compétitivité. Une nouvelle recherche de Wang (2024) montre que sur le plan des prix, la compétitivité du Canada par rapport aux États-Unis s'est détériorée depuis la pandémie, la baisse de la productivité du travail au Canada faisant augmenter le coût unitaire de la main-d'œuvre et contribuant aux pressions inflationnistes. Cette situation met en relief un enjeu clé : des améliorations de la productivité sont nécessaires pour supporter les augmentations soutenues des gains réels (et relever le niveau de vie à long terme), ce qui sera important pour alléger les difficultés en matière d'abordabilité qui se sont accumulées depuis la pandémie. Bien que ces difficultés se soient atténuées au cours de la dernière année, des pressions persistantes sur le coût de la vie, notamment pour le logement et les

produits de première nécessité des ménages, demeurent au cœur des préoccupations de nombreuses familles, soulevant des questions sur le degré de résilience aux chocs économiques découlant d'importantes perturbations dans les relations entre le Canada et les États-Unis.

Le haut degré d'intégration entre les économies du Canada et celle des États-Unis est important. En 2023, les exportations vers les États-Unis représentaient presque 17 % du PIB du Canada et 2,6 millions d'emplois, incluant environ 531 000 emplois directs dans le secteur de la fabrication du Canada[2]. Environ 13 % des dépenses finales des ménages au Canada dépendent, directement ou indirectement, d'importations des États-Unis, y compris près de la moitié des dépenses des ménages en camions, fourgonnettes et véhicules utilitaires sport neufs. Aussi, plus de 15 % des intrants intermédiaires achetés par les industries canadiennes proviennent de producteurs des États-Unis, en raison de la forte intégration des chaînes d'approvisionnement canado-américaines. Les secteurs de la fabrication et de la construction figurent parmi ceux qui dépendent le plus de fournisseurs américains pour leurs biens et services intermédiaires.

Il convient de jeter un regard aux flux financiers transfrontaliers qui soutiennent la croissance du revenu des deux côtés de la frontière. À la fin de 2024, 60 % de tous les actifs financiers étrangers du Canada et 53 % de son passif envers des non-résidents étaient liés aux relations d'investissement avec les États-Unis. La situation des actifs étrangers nets du Canada, soit le montant par lequel le stock d'actifs financiers du Canada aux États-Unis dépasse son passif cumulatif au profit d'investisseurs américains, a totalisé 1,8 billion de dollars, ce qui représente 90 % de l'actif net du Canada par rapport au reste du monde. Au cours des cinq dernières années, toute la croissance de la position d'actif net du Canada (augmentation de nos actifs financiers nets avec des non-résidents totalisant environ 1,3 billion de dollars) a découlé de la forte augmentation des placements du Canada aux États-Unis (graphique 7).

Graphique 7
Position extérieure nette du Canada, par région



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0485-01.

2. Ces estimations sont présentées dans *Regard sur le Canada et les États-Unis.*

Développements dans le contexte de l'intensification des menaces tarifaires

Le tableau 1 présente les développements liés aux droits de douane observés de février au début d'avril, période durant laquelle l'administration des États-Unis a menacé d'imposer des droits de douane généraux, et a imposé des droits propres à certaines industries, notamment celles de l'acier, de l'aluminium et de l'automobile. Le gouvernement du Canada a répliqué à ces mesures en différentes étapes, au moyen de certaines contre-mesures tarifaires.

Tableau 1

Principaux développements concernant les tarifs entre le Canada et les États-Unis

Date	Description
1er février	L'administration américaine annonce son intention de mettre en place des droits de douane généralisés de 25 % sur les importations canadiennes, ainsi qu'un droit de 10 % sur les produits énergétiques. En réponse, le gouvernement du Canada annonce des contre-mesures pour une valeur totalisant 155 milliards de dollars.
2 février	Les deux pays s'entendent pour retarder les droits de douanes (les États-Unis annoncent un sursis d'un mois).
10 février	L'administration américaine annonce son intention de rétablir un droit de douane de 25 % sur les importations de produits en acier et d'augmenter celui sur les produits en aluminium à 25 % à compter du 12 mars.
13 février	L'administration américaine annonce son intention d'imposer un « plan équitable et réciproque » pour traiter les accords commerciaux non réciproques.
4 mars	L'administration américaine annonce des droits de douane généralisés de 25 % sur les importations canadiennes, et de 10 % sur les produits énergétiques, les minéraux critiques et la potasse. En réponse, le Canada impose des droits de douane de 25 % sur des importations américaines d'une valeur de 30 milliards de dollars, ainsi que des droits de douane supplémentaires sur 125 milliards de dollars d'importations américaines, qui seront étalés plus tard dans le mois.
6 mars	Les États-Unis annoncent un mois de sursis pour les importations conformes à l'ACEUM. Les droits de douane sur les importations américaines d'une valeur de 30 milliards de dollars restent en place.
12 mars	Des droits de douane américains de 25 % sur les importations d'articles en acier et en aluminium en provenance du Canada sont mis en place. Le Canada impose des droits de douane supplémentaires sur des importations américaines d'une valeur de 30 milliards de dollars.
26 mars	Les États-Unis annoncent des droits de douane de 25 % sur les importations d'automobiles en provenance du Canada à compter du 3 avril.
2 avril	L'administration américaine annonce des droits de douane réciproques et individualisés pour plusieurs pays. Le Canada est exclu de la liste des pays soumis à un droit de douane général et réciproque.

Note : Des renseignements plus détaillés sur les annonces de droits de douane sont accessibles à la page Nouvelles économiques canadienne

L'escalade des tensions commerciales a fortement pesé sur le sentiment des entreprises et des consommateurs. L'Enquête sur les perspectives des entreprises – premier trimestre de 2025 de la Banque du Canada, dont les données ont été recueillies en février, a révélé que de nombreuses entreprises reportaient des décisions liées au recrutement et à l'investissement, et s'attendaient à une accentuation des pressions sur les coûts et les prix de vente si les droits de douane entraient en vigueur. L'Enquête sur les attentes des consommateurs de Banque du Canada a également révélé que le conflit commercial incitait de nombreux consommateurs à dépenser plus prudemment, compte tenu de l'incertitude croissante relative au marché du travail et à la situation financière.

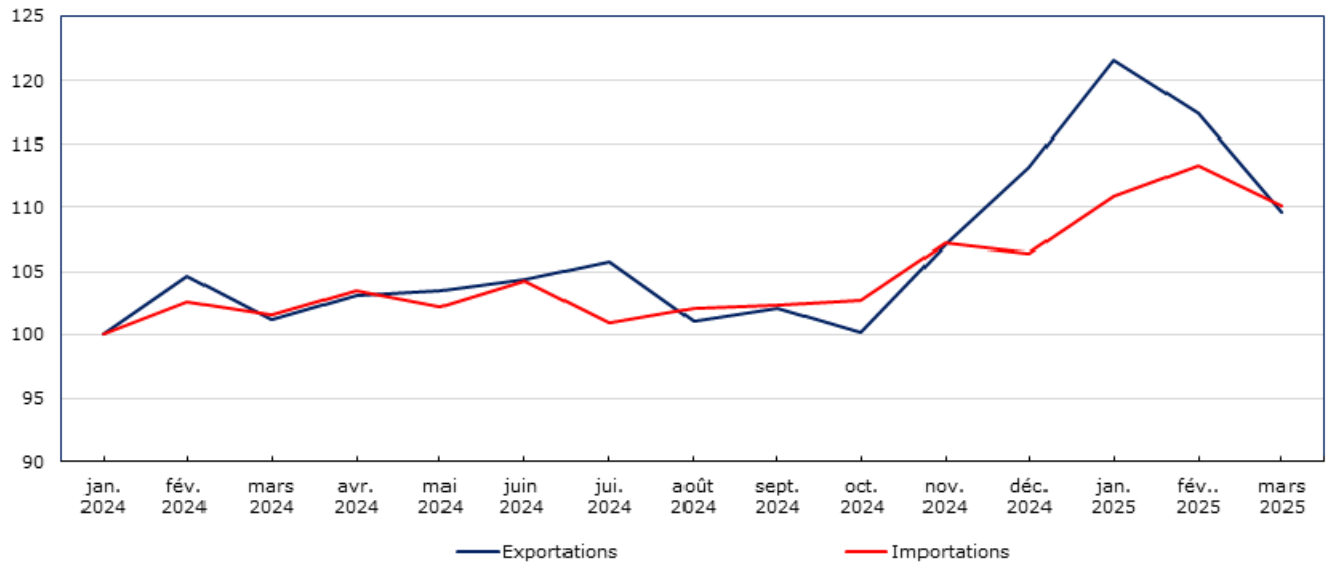
Augmentation des volumes du commerce de marchandises avec les États-Unis dans un contexte d'intensification de la menace commerciale

Les menaces tarifaires peuvent influencer les tendances commerciales, incitant les importateurs à accroître les expéditions avant que les droits de douane ne prennent effet, pour éviter des coûts plus

élevés. Les flux du commerce de marchandises entre le Canada et les États-Unis se sont accélérés devant l'intensification des menaces tarifaires. Les exportations de marchandises vers les États-Unis ont augmenté de 13,6 % de novembre à janvier. Les expéditions de véhicules automobiles et de leurs pièces, dont plus de 90 % vont aux États-Unis, ont atteint en janvier leur plus haut niveau en 25 ans. Les exportations de produits énergétiques, de biens de consommation et de machines et matériel industriels se sont aussi accrues, portées par la hausse des expéditions vers des acheteurs américains. Quand les tensions commerciales entre les deux pays ont commencé à s'amplifier en février, les exportations vers les États-Unis ont reculé de 3,4 %. Les exportations vers les États-Unis se sont contractées de 6,6 % de plus en mars, mais elle demeurent toujours 2,5 % plus élevées que les niveaux en novembre 2024 (graphique 8).

Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté en janvier et février avant de reculer en mars. En mars, les livraisons des États-Unis ont augmenté de 2,7 % par rapport à novembre. L'excédent du commerce de marchandises du Canada s'est chiffré à 13,8 milliards de dollars en janvier, avant de reculer à 10,8 milliards de dollars en février et à 8,4 milliards de dollars en mars. En 2024, l'excédent mensuel moyen du commerce de marchandises entre le Canada et les États-Unis était en moyenne de 8,5 milliards de dollars.

Graphique 8
Commerce de marchandises avec les États-Unis



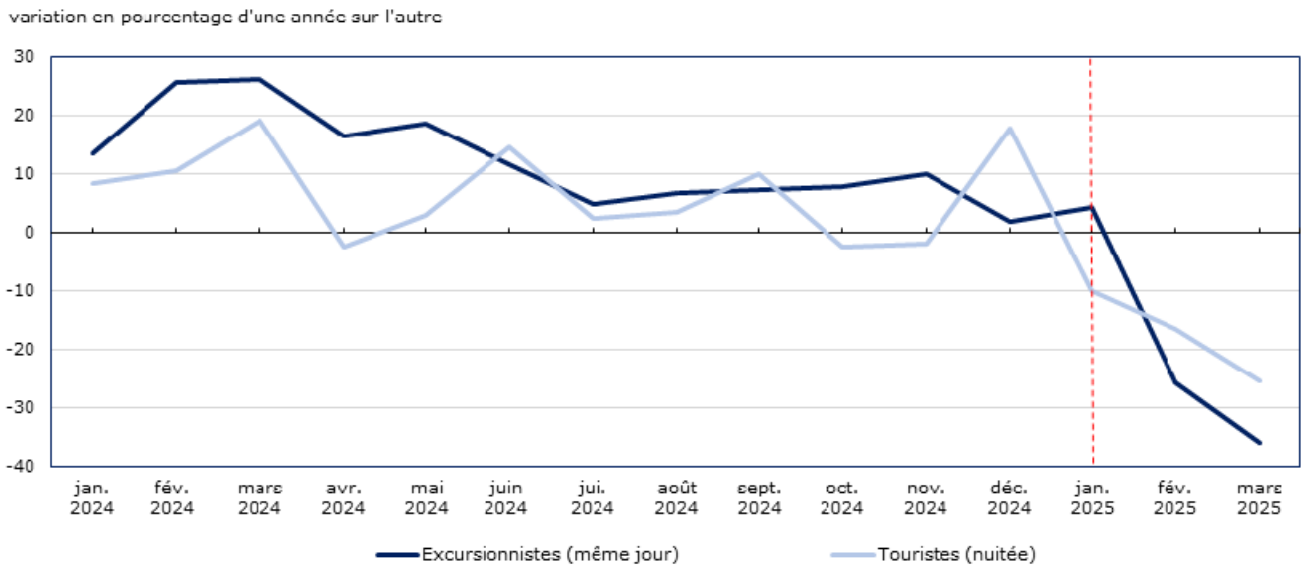
Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0011-01.

Baisse marquée des voyages vers les États-Unis

Les déplacements transfrontaliers entre le Canada et les États-Unis ont diminué parallèlement à l'intensification des menaces tarifaires. En février, le nombre de voyages de retour des États-Unis effectués en automobile par des résidents canadiens a diminué de 23 % d'une année à l'autre, tandis que leur nombre de tels voyages effectués par avion a diminué de 13,3 %. Les voyages vers des destinations américaines ont poursuivi leur baisse en mars : le nombre de voyages de retour des États-Unis effectués par des résidents canadiens à bord d'une automobile a fléchi de 31,9 % d'une année à l'autre en mars, tandis que leur nombre de tels voyages effectués par avion a diminué de 13,5 %. Le nombre de voyages d'un jour, qui avait augmenté graduellement d'une année à l'autre tout au long de 2024, a baissé abruptement quand les menaces tarifaires se sont amplifiées, reculant de 36,0 % d'une

année à l'autre en mars (graphique 9). Les voyages au Canada effectués par des résidents des États-Unis ont également enregistré un recul. En mars, les arrivées en voiture de résidents des États-Unis ont diminué de 0,6 %, affichant leur deuxième baisse mensuelle consécutive.

Graphique 9
Résidents canadiens de retour au pays par automobile



Note : La ligne rouge indique le début de la nouvelle administration des États-Unis.
Source : Statistique Canada, tableau 24-10-0057-01.

Contraction de la production à l'échelle de l'économie en février

Le PIB réel s'est contracté de 0,2 % en février, les baisses enregistrées au chapitre de l'extraction pétrolière et gazière, du transport et de l'activité immobilière ayant été en partie compensées par des hausses dans la fabrication et les finances. Dans l'ensemble, 12 des 20 secteurs d'activité ont affiché des baisses. Dans plusieurs secteurs, les principales baisses enregistrées en février n'étaient pas attribuables à des événements en lien avec le différend commercial.

Après avoir augmenté en décembre et en janvier, la production dans l'industrie des sables bitumineux a affiché sa plus forte baisse mensuelle depuis le début de 2024. L'extraction de pétrole et de gaz (à l'exception des sables bitumineux a également enregistré une baisse en février. L'activité dans les secteurs du transport a fléchi en raison des conditions météorologiques défavorables, lesquelles ont eu une incidence sur les opérations ferroviaires et de transport public.

L'activité des agents et courtiers immobiliers a diminué de 10,4 % en février, une troisième baisse consécutive. Ce retrait concorde avec l'idée que les acheteurs potentiels se montrent plus prudents devant l'incertitude croissante.

Les volumes de la vente au détail ont diminué pour un deuxième mois consécutif en février, sous l'effet de la baisse de l'activité des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles, mais ils sont tout de même demeurés élevés, après la forte croissance (+2,6 %) enregistrée à la fin de 2024. En février, les volumes de la vente au détail étaient supérieurs de 1 % à leur niveau de novembre, et ont affiché une croissance de 2,9 % d'une année à l'autre.

La production du secteur de la fabrication a augmenté de 0,6 % en février, après avoir augmenté de 1,0 % au début de l'année. La production des usines de fabrication de machines s'est accrue, contribuant à la croissance enregistrée pour le secteur, alors que l'activité des fabricants de métaux de première transformation a ralenti, après avoir enregistré une forte augmentation en janvier. La moitié de la valeur ajoutée produite par les fabricants de machines est attribuable aux exportations vers les États-Unis; parmi les fabricants de métaux de première transformation, la part de valeur ajoutée provenant des exportations américaines s'élève à 61 %[3]. Les fabricants de pièces d'automobile ont également accru leur production en février, avec la hausse de demande d'exportation pour les moteurs et les pièces.

L'escalade des tensions commerciales a entraîné une forte augmentation de l'activité sur les marchés financiers en février, coïncidant avec un important désinvestissement d'actions canadiennes de la part de non-résidents.

L'estimation anticipée de Statistique Canada indique que le PIB réel a affiché une légère augmentation de 0,1 % en mars.

Pas de croissance de l'emploi de février à avril

Après avoir peu varié en février, l'emploi a diminué en mars (-33 000) et a peu changé en avril (+7 400) avec la montée des tensions commerciales. L'emploi dans la fabrication a chuté de 31 000 en avril, la première baisse importante depuis novembre 2024. Similaire à la baisse enregistrée en mars, l'emploi a reculé de 27 000 dans le commerce de gros et de détail en avril. L'emploi a augmenté dans les administrations publiques (+37 000) en avril, principalement en lien avec l'embauche de travailleurs temporaires pour les activités reliées aux récentes élections fédérales. Le taux de chômage a augmenté pour s'élever à 6,9 % en avril, et le taux d'emploi a légèrement baissé à 60,8 %, égalant le bas niveau d'octobre 2024.

Bien que le conflit commercial ait eu une incidence négative sur le sentiment des entreprises, le rapport sur le travail de avril ne fournit aucune indication que les perspectives moins positives se soient traduites par une augmentation importante des mises à pied. Parmi les personnes qui étaient en emploi en mars, 0,7 % ont perdu leur emploi en avril en raison d'une mise à pied, ce qui correspond à la même proportion que celle observée à la même période en 2024 (0,6 %).

De nouvelles données d'enquête examinent l'incidence des droits de douane sur les entreprises

Une grande quantité de renseignements sur l'évolution de la situation entre le Canada et les États-Unis sera fournie au cours des prochains mois. L'Enquête sur la situation des entreprises de Statistique Canada pour le deuxième trimestre de 2025, dont les résultats seront diffusés à la fin de mai, fournira de nouvelles données sur les répercussions potentielles des droits de douane à mesure qu'évolue le conflit commercial. Ces données comprendront des estimations de la proportion des ventes que les entreprises réalisent directement auprès de clients des États-Unis, et de la proportion de leurs achats effectués directement auprès de fournisseurs des États-Unis. Cette enquête recueille également des renseignements sur les stratégies d'atténuation que les entreprises de différents secteurs ont adoptées pour atténuer l'incidence des risques tarifaires. D'autres résumés des principaux changements survenus dans les données macroéconomiques en ce qui concerne les relations entre le Canada et les États-Unis seront diffusés chaque mois dans l'Outil de suivi de l'économie canadienne de Statistique Canada.

3. Pour obtenir des renseignements contextuels, consultez Le Quotidien – Produit intérieur brut par industrie, février 2025.

Auteurs

Guy Gellatly et Carter McCormack travaillent au sein de la Division de l'analyse stratégique, des publications et de la formation de la Direction des études analytiques et de la modélisation de Statistique Canada.

Références

Banque du Canada. Perspectives des entreprises – Premier trimestre de 2025. Publié le 7 avril 2025.

Banque du Canada. Enquête sur les attentes des consommateurs au Canada. Publié le 7 avril 2025.

Statistique Canada. 2024. De la recherche aux connaissances : défis et occasions en matière d'innovation, d'adoption de technologies et de productivité. Produit n° 11-631-x. au catalogue.

Statistique Canada. 2025. De la recherche aux connaissances : l'abordabilité et l'inégalité en perspective. Produit n° 11-631-x. au catalogue.

Wang, W. 2025. Croissance du coût unitaire de main-d'œuvre, inflation et croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis. Rapports économiques et sociaux. Produit no 36-28-0001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.